

MARCHE PUBLIC DE SERVICES D'ASSURANCES

Référence du marché : CCIR – DRJ – 2025-21



CCI HAUTS-DE-FRANCE

**GROUPEMENT DE COMMANDES COORDONNÉ PAR
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION
HAUTS DE FRANCE (CCIR HAUTS DE FRANCE)**

Marché public alloti passé selon une procédure avec négociation en
application des articles L2124-3, R2124-3, R2161-12 à
R2161-20, L2113-10 et R2113-1 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Lot n° 1 :

**ASSURANCES DE LA RESPONSABILITE CIVILE ET
DES RISQUES ANNEXES (y compris RC du Trésorier,
Indemnités contractuelles, RC des dirigeants, Protection
juridique et RC Environnement)**

Le présent CCTP comprend :

- Une note de présentation
- Les conditions particulières
- Une note d'analyse synthétique des sinistres

MARS 2025

Sommaire

UNE NOTE DE PRESENTATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT..... 4

- ❖ Informations générales 5
- ❖ Enumération des activités et des compétences..... 11
- ❖ Informations concernant les couvertures d'assurances actuelles 16

LES CONDITIONS PARTICULIERES

LA RESPONSABILITE CIVILE GENERALE (Y COMPRIS LES INDEMNITES CONTRACTUELLES ET LA PROTECTION JURIDIQUE)

LE SOUSCRIPTEUR..... 21

LA RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

1. **Les assurés** 21
2. **Les activités exercées** 23
3. **L'objet et l'étendue du contrat** 24
 - 3.1. Les garanties de base communes à l'ensemble des assurés 24
 - 3.2. Les extensions de garanties communes à l'ensemble des assurés..... 24
 - 3.3. Les garanties spécifiques pour certains assurés 27
 - 3.4. La responsabilité civile personnelle du trésorier 28

LES INDEMNITES CONTRACTUELLES

1. **Les assurés** 29
2. **L'objet et l'étendue de la garantie** 29
3. **Les risques garantis** 29
4. **La territorialité** 30
5. **Le nombre d'assurés** 31

LA PROTECTION JURIDIQUE

1. **Les assurés** 32
2. **L'objet et l'étendue de la garantie** 32

LE TABLEAU DES MONTANTS DE GARANTIE ET DE FRANCHISE..... 33

(Assurances de Responsabilité civile générale, d'indemnités contractuelles et de Protection juridique)

LA RESPONSABILITE CIVILE ENVIRONNEMENT

1. Le souscripteur / Les assurés	35
2. Les activités garanties et les sites assurés	35
3. L'objet de la garantie	36
4. Le tableau des risques assurés et du montant des garanties et des franchises	36

LA RESPONSABILITE CIVILE DES DIRIGEANTS

1. Le souscripteur / Les entités assurées.....	38
2. Les dirigeants.....	38
3. L'objet de la garantie	39
4. Les définitions	39
5. Les principales extensions de garantie.....	40
6. Les montants de garantie et de franchise	41

NOTE D'ANALYSE SYNTHETIQUE DES SINISTRES SURVENUS AU COURS DE LA PERIODE DU 01/01/2021 AU 31/03/2025.....

42

UNE NOTE DE PRESENTATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT

- **INFORMATIONS GENERALES**
- **ENUMERATION DES ACTIVITES ET DES COMPETENCES**
- **INFORMATIONS CONCERNANT LES COUVERTURES D'ASSURANCES ACTUELLES**

INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS GENERALES

1) INFORMATIONS GENERALES :

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE REGION HAUTS-DE-FRANCE est un établissement public à caractère administratif administré par 120 élus chefs d'entreprises, bénévoles et élus pour cinq ans. Elle représente environ 170.000 entreprises dans 5 départements de la REGION HAUTS-DE-FRANCE : NORD, PAS DE CALAIS, SOMME, AISNE, OISE et intervient dans plusieurs domaines liés à la vie économique et à la vie de l'entreprise.

		REPRÉSENTANT LÉgal DU COORDONNATEUR	ADRESSE	N° DE SIRET
LA CCI REGIONALE				
CCIR HF	LA CCI DE RÉGION HAUT DE FRANCE	Monsieur Le Président de la CCI de région Hauts de France	299, Boulevard de Leeds - CS 90028 59031 LILLE CEDEX	130 022 718 00014
LES CCI LOCALES				
CCIL GL	CCIL GRAND LILLE	Sa présidente Madame Aurélie VERMESSE en exercice	Place du Théâtre - BP 359 59020 LILLE Cedex	130 022 718 00147
CCIL GH	CCIL GRAND HAINAUT	Son président Monsieur Bruno FONTAINE en exercice	3 avenue Sénateur Girard - BP 80577 59308 VALENCIENNES Cedex	130 022 718 00113
CCIL ARTOIS	CCIL ARTOIS	Son président Monsieur Jean-Marc DEVISE en exercice	Hôtel consulaire 87/89 rue Saint Aubert - BP 70540 62008 ARRAS Cedex	130 022 718 00048
CCIL LHF	CCIL LITTORAL HAUTS DE FRANCE	Son président Monsieur François LAVALLEE en exercice	24 Boulevard des Alliés-BP 199 62104 CALAIS Cedex	130 022 718 00071
CCIL AP	CCIL AMIENS PICARDIE HAUTS-DE-FRANCE	Sa présidente Mme Fany RUIN en exercice	Hôtel Consulaire 6, boulevard de Belfort - CS 73902 80039 AMIENS Cedex 1	130 022 718 00352
CCIL AISNE	CCIL AISNE	Son président Mr Olivier JACOB en exercice	Espace Jean Bouin - BP 630 02322 SAINT QUENTIN cedex	130 022 718 00253
CCIL OISE	CCIL OISE	Son président Mr Philippe BERNARD en exercice	Hôtel Consulaire 18 Rue d'Allonne 60000 BEAUVAIS	130 022 718 00519
LES STRUCTURES ANNEXES				
① CCIR HF	ASSO. WTC	Son Président, Mr Olivier Dobelle	299, Bd de Leeds - CS 90028 59031 LILLE Cedex	345 100 721 00025
	ASSO. LES PLACES TERTIAIRES	Son Président, Mr Antoine LEDUC	299, Boulevard de Leeds - CS 90028 59031 LILLE CEDEX	502 152 150 00012 (siret en cours de modification suite à changement de siège social)
	ASSOCIATION PORTS HAUTS DE FRANCE (NORLINK PORTS)	Son président, Mr Maurice GEORGES	299, bd de Leeds 59000 LILLE	831 606 728 00010
② CCIL GRAND LILLE	SCI DU CENTRE TERTIAIRE DE FLANDRE INTERIEURE (SCI CTFI)	Sa Gérante, Mme Aurélie VERMESSE	Palais de la Bourse - Place du Théâtre 59020 LILLE Cedex	792 776 312 00011
③ CCIL GRAND HAINAUT	SCI POLECO	Son Gérant, Mr Marc KRZEMIANOWSKI	3, avenue Sénateur Girard 59300 VALENCIENNES	507 569 648 00011
	SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD EUROPE ESCAUT (SM DS NORD EUROPE)	Son président, Mr Bruno FONTAINE	3, avenue Sénateur Girard 59300 VALENCIENNES	200 032 118 00016
	SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES	Sa Présidente, Mme Annabelle COZETTE	299, bd de Leeds - CS 90028 59031 LILLE Cedex	880 834 668 00019
	SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE	Sa Présidente, Mme Vanessa ROLAND	299, bd de Leeds - CS 90028 59031 LILLE Cedex	929 645 984 00014
④ CCIL ARTOIS	SARL ARTOIS INVESTISSEMENT	Son gérant, Monsieur Jean-Marc DEVISE	8, rue du 29 juillet 62000 ARRAS	353 543 408 00028
	GROUPEMENT DES UC ARTOIS	Son Président, Mr Philippe CARDON	89, rue Saint Aubert 62000 ARRAS	Association sans SIRET
	SCI IMMARTOIS	Son Gérant, Mr Jean-Marc DEVISE	8, rue du 29 juillet 62000 ARRAS	823 253 430 00016
⑤ CCIL LHF	SAS CREIMMO	Son Président, Mr Erik COHIDON	24, boulevard des Alliés 62104 CALAIS	341 532 406 00020
	SCI CREIMMO 2	Son Président, Mr Erik COHIDON	24, boulevard des Alliés 62104 CALAIS	34389771600035
	SCI CREIMMO BAT	Son Gérant, Mr Erik COHIDON	24, boulevard des Alliés 62104 CALAIS	481 818 490 00023
	SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE	Son Président, Mr François LAVALLEE	24, boulevard des Alliés 62104 CALASI	82147509200010
	SCI DU MARAIS	Son Président, Mr François LAVALLEE	2, quai de la République 76470 LE TREPORT	422 256 354 00016
	VIDEO EMPLOI FORMATION	Son Président, Mr Jérôme DAVID	ZI des Marais 76340 BLANGY SUR BRESLE	781 146 881 00045
⑥ CCIL OISE	SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE	Ses co-Gérant, Mr Philippe BERNARD et Monsieur Laurent RIGAUD	18, rue de d'Allonne 60000 BEAUVAIS	80753734500025
RUBIKA	ASSO. RUBIKA	Son Président Monsieur Bruno FONTAINE	3, avenue du Sénateur Girard - BP 80577 59308 VALENCIENNES Cedex	900 786 906 00017

2) PRINCIPALES ACTIVITES EXERCEES PAR LA CCIR, LES CCIL ET RUBIKA

	① CCIR HAUTS DE FRANCE	② CCIL GRAND LILLE	③ CCIL GRAND HAINAUT	④ CCIL ARTOIS	⑤ CCIL LITTORAL HAUT DE FRANCE	⑥ CCIL DE L' AISNE	⑦ CCIL AMIENS PICARDIE	⑧ CCIL DE L'OISE	⑨ ASS RUBIKA
INDICATION DES STRUCTURES ANNEXES A REPRENDRE DANS LE PERIMETRE DU MARCHE	+ Association WTC + Association LES PLACES TERTIAIRES + ASSOCIATION PORTS HAUTS DE FRANCE (NORLINK PORTS)	+ SCI CENTRE TERTIAIRE FLANDRE INTERIEURE (CTFI)	+ SCI POLECO + SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD EUROPE ESCAUT (SM DS NORD) + SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES +SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE	+ SARL ARTOIS INVESTISSEMENT + GROUPEMENT DES UNIONS COMMERCIALES DE L' ARTOIS + SCI IMMARTOIS"	+ SAS CREIMMO + SCI CREIMMO 2 + SCI CREIMMO BAT + SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE + SCI DU MARAIS + VISEO EMPLOI FORMATION			+ SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE	
ÉNUMERATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES EXERCEES	- Encadrement, animation et soutien des CCIL de la Région - Gestion et répartition du produit des impositions - Développement à l'international - Formation - Etudes, consultations et expertises - Formation professionnelle - Promotion et communication pour les transports massifiés	- Activités consulaires - Activités de formation professionnelle - Activités d'exploitation de ports "fluvial" et de parcs d'activités - Ports hors concessions (+ Activités des structures annexes décrites en page 13)	- Activités consulaires - Activités de formation professionnelle - Gestion du patrimoine - Gestion et Exploitation de zones industrielles	- Activités consulaires - Concession de zones portuaires - Gestion du patrimoine - Gestion du parc des expositions "Artois Expo"	- Activités consulaires - Gestion immobilière - Activités de formation	- Activités consulaires - Centre de formation CFA	- Activités consulaires - Gestion d'un parc immobilier important et de zones industrielles (Cf. EIN) et tertiaires - Exploitation d'un camping et d'un port de plaisance	- Activités consulaires - Centres de formation CFA - Gestion de ports fluviaux	Écoles d'enseignement supérieur

2bis) PRINCIPALES ACTIVITES EXERCEES PAR LES STRUCTURES

① CCIR HF	ASSO. WTC	club entreprises, accueil de délégation, services traduction-interprétation, domiciliation virtuelle
	ASSO. LES PLACES TERTIAIRES	Son action est centrée sur les activités d'expertise/conseil et sur les fonctions de gouvernance et d'organisation des entreprises dans la Région Hauts-de-France
	ASSOCIATION PORTS HAUTS DE France (NORLINK PORTS)	promotion des transports massifié, communication
② CCIL GL	SCI DU CENTRE TERTIAIRE DE FLANDRES INTERIEURE (CTFI)	locations bureaux, salles
③ CCIL GRAND HAINAUT	SCI POLECO	Location de terrains et locaux
	SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD EUROPE ESCAUT (SM DS NORD EUROPE)	gestion d'infrastructures portuaires
	SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES	Foncière commerciale
	SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE	Foncière commerciale
④ CCIL ARTOIS	SARL ARTOIS INVESTISSEMENT	fonds d'investissement réservé aux entreprises de l'Artois ayant besoin de consolider leurs fonds propres
	GROUPEMENT DES UC ARTOIS	Développer les animations commerciales des associations de commerçants et d'artisans dans les arrondissements de d'Arras, Lens et Béthune.
	SCI IMMARTOIS	Gestion de biens immobiliers
⑤ CCIL LHF	SAS CREIMMO	Promotion immobilière de Bureaux
	SCI CREIMMO 2	L'Acquisition, la propriété, la location de tous immeubles bâtis ou non bâtis dans le département du Nord Pas de Calais. Toutes opération se rapportant directement ou indirectement à cet objet pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société
	SCI CREIMMO BAT	Etude, faisabilité, acquisition, construction, propriété et gestion immeubles
	SCI LITTORAL HAUTS DE France	Acquisition, construction, exploitation, adeministration, location, vente, échange et le cessionde tous immeubles et droit immobiliers et de tous droit de propriété industrielle ou intellectuelle
	SCI DU MARAIS	Administration et location d'un centre de formations et de services sis Blangy sur Bresles- lotissement industriel
	VISEO EMPLOI FORMATION	Formation continue pour adultes
⑧ CCIL OISE	SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE	L'acquisition, la vente, la prise à bail et la location de biens immobiliers
ASSOCIATION RUBIKA	Association RUBIKA	Enseignement supérieur

3) EFFECTIF TOTAL (AU 31/12/2024) (LA CCIR – LES CCIL – RUBIKA ET LES AUTRES STRUCTURES EXTERNES) :

	① CCIR HAUTS DE FRANCE	② CCIL GRAND LILLE	③ CCIL GRAND HAINAUT	④ CCIL ARTOIS	⑤ CCIL LITTORAL HAUT DE FRANCE	⑥ CCIL DE L' AISNE	⑦ CCIL AMIENS PICARDIE	⑧ CCIL DE L' OISE	⑨ ASSO. RUBIKA
EFFECTIF PREVISIONNEL AU 01/2025 (Y COMPRIS LES STRUCTURES ANNEXES)	Effectif physique global : 1 222 pour l'ensemble des CCIR & CCIL								63 ETP (253 salariés)
	<div>✓ Directeur général : 1</div> <div>✓ CDDU : 167</div> <div>✓ Non permanent : 1</div> <div>✓ Permanent : 453</div> <div>✓ CDD Hors Statut : 70</div> <div>✓ CDI Hors statut : 469</div> <div>✓ Élu : 8</div> <div>✓ Apprenti : 11</div> <div>✓ Stagiaire : 42</div>								
	+ Asso WTC 2 ETP	+SCI CTFI 0	+ SCI POLECO 0 ETP	+ ARTOIS INVESTISSEMENT 0	+ SAS CREIMMO, SCI CREIMMO 2 ET BAT SCI LITTORAL SCI DU MARAIS 0			SCI ISARIENNE 1 ETP	
	+ ASSO LES PLACES TERTIAIRES 5 ETP		+ SMDS 0 ETP	+ GROUPEMENT UC 0					
	+ ASSOC NORLINK PORTS 4 ETP		+ SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES 0	+ SCI IMMARTOIS 0	VISEO EMPLOI FORMATION 7 ETP				
			+ SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE0						

4) INFORMATIONS FINANCIERES

	① CCIR HAUTS DE FRANCE	② CCIL GRAND LILLE	③ CCIL GRAND HAINAUT	④ CCIL ARTOIS	⑤ CCIL LITTORAL HAUT DE FRANCE	⑥ CCIL DE L' AISNE	⑦ CCIL AMIENS PICARDIE	⑧ CCIL DE L'OISE	⑨ ASSO. RUBIKA
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT OU TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2025)	30 270 894 €	34 918 763 €	15 089 182 €	14 526 140 €	14 860 468 €	5 842 844 €	12 036 588 €	10 738 071 €	10,1 M€
TOTAL DES RECETTES OU DES PRODUITS LIES A L'ACTIVITE (2025)	43 895 102 €	37 667 340 €	14 147 199 €	14 456 723 €	12 248 768 €	4 616 079 €	12 127 040 €	10 213 597 €	10 M€
MASSE SALARIALE BRUTE 2024*	18 649 054 €	15 987 313 €	8 061 597 €	8 671 553 €	9 974 627 €	3 942 778 €	3 797 797 €	6 858 311 €	3 281 909 €
NOMBRE DE MEMBRES ELUS TITULAIRES	119	39	41	57	57	40	40	39	2
NOMBRE DE MEMBRES TITULAIRES SUPPLEANTS	108	32	0	0	0	0	0	0	
NOMBRE DE MEMBRES ASSOCIES	45	32	20	19	23	14	10	5	
NOMBRES DE CONSEILLERS TECHNIQUES	0	33	19	6	18	19	11	18	

LES STRUCTURES EXTERNES

	STRUCTURES DE LA CCIR HAUTS DE FRANCE ①				STRUCTURES DE LA CCIL GRAND LILLE ②
	ASSO. WTC	ASSO. LES PLACES TERTIAIRES	Asso. Ports Hauts de France (Norlink Ports)		SCI CTFI
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT OU TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2025)	278 000 €	538 000 €	301 300 €		270 000 €
TOTAL DES RECETTES OU DES PRODUITS LIES A L'ACTIVITE (2025)	45 000 €	400 000 €	301 300 €		273 000 €
MASSE SALARIALE BRUTE 2024*	30 000 €	201 000 €	176 409 €		0 €
NOMBRE DE DIRIGEANTS	3	2	3		1

	STRUCTURES DE LA CCIL GRAND HAINAUT ③					STRUCTURE DE LA CCIL ARTOIS ④		
	SCI POLECO	SMDS	SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES	SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE		ARTOIS INVESTISSEMENT	GROUPEMENT UC	SCI IMMARTOIS
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT OU TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2025)	50 105 €	1 439 K€	195 K€	88 K€		35 000 €	35 000 €	481 000 €
TOTAL DES RECETTES OU DES PRODUITS LIES A L'ACTIVITE (2025)	56 091 €	1 439 K€	145 K€	22 K€		45 000 €	40 000 €	984 000 €
MASSE SALARIALE BRUTE 2024*	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €	0 €	0 €
NOMBRE DE DIRIGEANTS	2	3	5	5		1	4	1

	STRUCTURES DE LA CCIL LITTORAL HAUTS DE FRANCE ⑤							STRUCTURE DE LA CCIL DE L'OISE ⑧
	SAS CREIMMO	SCI CREIMMO 2	SCI CREIMMO BAT	SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE	SCI DU MARAIS	VISEO EMPLOI FORMATION		SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT OU TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2025)	0 €	281 K€	0 €	1 088 K€	0 €	760 000 €		797 966 €
TOTAL DES RECETTES OU DES PRODUITS LIES A L'ACTIVITE (2025)	0 €	385,64 K€	0 €	1 388 K€	26 952 €	10 000 €		843 066 €
MASSE SALARIALE BRUTE 2024*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	405 436 €		68 291 €
NOMBRE DE DIRIGEANTS	1	1	2	2	1	2		2

(* Il s'agit des masses salariales brutes chargées sachant que les masses salariales hors charges qui serviront d'assiette de prime seront communiquées au cours de la phase offres)

NOTE D'INFORMATIONS SPECIFIQUES DES ACTIVITES DE PRESTATIONS DE MANUTENTION ET DE MAGASINAGE SUR LES ZONES PORTUAIRES DU SIC PORTS DE LILLE

1. ACTIVITES EXERCEES

- Opérateur de terminal portuaire
- Entreprise de Manutention Portuaire réalisant notamment :
 - ✓ Les opérations de chargement / déchargement de conteneurs, caisses mobiles des unités fluviales, des convois ferroviaires, des camions
 - ✓ Le stationnement à quai
- Propriétaire / exploitant d'outillages portuaire et des équipements de manutention
- Exploitant d'une ITE (Installation Terminal Embranchée) limitée au périmètre du port.

2. SITES D'EXPLOITATION

- Lille conteneurs terminal : 12ème Rue – 59 000 Lille
- Santes conteneurs terminal : 1er Avenue – 59 211 Santes
- Béthune conteneurs terminal : Avenue Georges Washington – 62400 Béthune
- Halluin conteneurs terminal : 356 rue de la Lys – 59250 Halluin

3. TRAFICS

Trafics déclarés :

Conteneurs, caisses mobiles, colis lourds (occasionnel)

Trafics par site Portuaire :

A titre indicatif, les trafics 2025 sur les sites et les chiffres d'affaires sont les suivants :

- LILLE CONTENEURS TERMINAL : 205 000 EVP / CA de l'ordre de 2,5 M€ dont environ 3 000 EVP de conteneurs produits dangereux
- HALLUIN CONTENEURS TERMINAL : 36 000 EVP / CA de l'ordre de 650 000 €
- SANTES CONTENEURS TERMINAL : 30 000 EVP / CA de l'ordre de 450 000 €
- BETHUNE CONTENEURS TERMINAL : 25 000 EVP / CA de l'ordre de 368 000 €

4. PRECISIONS SUR LES ACTIVITES ET LEUR ENCADREMENT

a) Conditions Générales de vente / activité de manutention portuaire

Ports de Lille est l'exploitant des sites de manutention portuaires, dans le cadre d'un contrat de concession entre la CCIR Hauts de France et voies navigables de France.

Les activités exercées par Ports de Lille, dont la manutention portuaire sont encadrées par des Conditions Générales de Vente pour les nouveaux clients à compter de 2025.

Ces conditions générales de vente s'appliquent à tous les rapports juridiques et commerciaux entre Ports de Lille et ses donneurs d'ordre.

Ces conditions générales de vente qui précisent les obligations et responsabilités de Ports de Lille, **prévoient notamment des clauses de limitation d'indemnité contractuelle pour Ports de Lille en sa qualité de manutentionnaire Portuaire.**

b) Entreprise de manutention portuaire :

Les activités sont notamment les suivantes :

- La mise à bord et/ou déchargement des conteneurs et caisses mobiles pleins ou vides
- Le déchargement ou chargement de conteneurs et caisses mobiles pleins ou vides depuis tout moyen de transport terrestre, convois ferroviaires et barges fluviales
- Le Transbordement de conteneurs et caisses mobiles pleins ou vides
- L'empotage, dépotage
- Stationnement des conteneurs et caisses mobiles pleins et vides et conteneurs frigorifiques avant embarquement et après débarquement sur zone portuaire

c) Propriétaire / Exploitant d'outillages portuaires :

Dans le cadre de son activité, Ports de Lille utilise des moyens de levage et de manutention en propriété ou en location

d) Exploitant d'ITE (Installation Terminale Embranchée)

Dans le cadre de son activité, PORTS DE LILLE utilise un embranchement particulier.

e) Manutention des colis lourds, à savoir :

"Charge (caisse, grue, générateur... liste non exhaustive), hors normes ISO standards, qui nécessite une manutention spécifique par des moyens de levage adaptés".

f) Manutention / Stockage :

Manutention et stockage à quai de ces marchandises dans le respect de la réglementation applicable

ENUMERATION DES ACTIVITES ET DES COMPETENCES

I - ENSEMBLE DES ACTIVITES, COMPETENCES ET SERVICES COMMUNS A L'ENSEMBLE DES ASSURES ET NOTAMMENT :

- 1) - Tout type de conseils, d'études et de prestations de services de toute nature en FRANCE et ponctuellement à l'étranger
- 2) - Études et services en tous lieux qu'ils soient administratifs, financiers, juridiques, sociaux, culturels, économiques, fiscaux, d'information, de promotion,
- 3) - Activités de FORMATION exercées en tous lieux (y compris formation aux métiers de l'automobile-avec essais, réparation et entretien de véhicules),
- 4) - Assistance (y compris prestations administratives et comptables pour le compte d'autrui) ainsi que les dossiers ACCRE (Aide aux Chômeurs Créateurs / Repreneurs d'une Entreprise).
- 5) - Réalisation du magazine des CCI
- 6) - Services EXPORT et notamment des carnets douaniers (ATA) et autres documents.
- 7) - Activités liées au CFE (Centre de Formalité des Entreprises) – Guichet Unique : (formalités déclaratives au RCS, ACCRE, auto-entrepreneurs, délivrance des cartes commerçants non sédentaires) ainsi que les prestations d'interface dans les dossiers AGEFICE
- 8) - Missions de contrôle, d'enregistrement et de validation des contrats d'apprentissage
- 9) - Activités, services et responsabilités concédées ou sous concédées, déléguées ou confiées à l'assuré dans le cadre des concessions, des mandats et actes similaires (y compris aménagement de zones ou de parcs d'activités pour le compte de TIERS).
 - Activités de prestations de services de toute nature liées à l'exploitation des installations et des biens dont les assurés répondent y compris des prestations de manutention, stockage, groupage, logistique, location de capacité de surfaces de stockage,....
 - Détention et gestion de zones industrielles et notamment l'EIN (ESPACE INDUSTRIEL NORD) à Amiens, y compris ses voiries, ses ouvrages, ses réseaux et ses embranchements. Station d'épuration (notamment , gestion administrative, gestion et maintenance des équipements, captage, assainissement et distribution d'eau, gestion de la qualité de l'eau) également deux châteaux d'eau, une station de pompage, des stations de captage, une chaufferie (en exploitation par un prestataire)
- 10) - Propriété et/ou détention et/ou gestion et/ou exploitation des outillages, des ouvrages, des infrastructures, des superstructures, des équipements, des embranchements, des services d'eau et d'assainissement, des ouvrages de génie civil ou installations classées soumises ou non à autorisation et d'autres équipements, notamment des zones portuaires, industrielles, commerciales et/ou tertiaires.

- 11) - Gestion et exploitation d'un camping comprenant une piscine et un bar licence IV (Cf CCIL AMIENS PICARDIE)
- 12) - Animation de pépinières d'entreprises et autres structures d'accueil en lien avec l'animation des pépinières
- 13) - Acquisition, réalisation, gestion, entretien, location et vente d'immeubles, de parkings et de biens fonciers y compris aménagement de zones d'activités commerciales ou industrielles,
- 14) - Activité de collecte de la taxe d'apprentissage et d'autres taxes
- 15) - Location ou mise à disposition de salles / auditorium, d'espaces, de bureaux et autres locaux divers ainsi que les outils internet.
- 16) - Vente et livraison de produits divers et d'approvisionnement en lien avec les activités des assurés.
- 17) - Organisation de salons, congrès, visites et manifestations diverses y compris de missions diverses à l'étranger (également animation et gestion de structures d'accueil) y compris organisation ou co-organisation de voyages et/ou de déplacements d'affaires (avec ou sans refacturation de prestations de voyages).
- 18) - Ensemble des activités des amicales, de la commission paritaire locale (CPL) et/ou régionale (CPR), les instances représentatives du personnel, du Fonds social de solidarité, des comités d'établissement et autres associations du personnel.
- 19) - Protocole CHAMBER-SIGN ou assimilé (validation des signatures électroniques)

Conventions :

- Les déclarations ci-dessus ne sont pas limitatives ; **sont notamment garanties toutes les activités annexes et connexes.**
- La garantie est automatiquement étendue à tout service, bien, activité et personne qui n'étaient pas concernés avant l'entrée en vigueur du présent contrat, sans qu'aucune déclaration spéciale n'incombe à l'assuré. Cependant, l'assuré s'engage à déclarer dans les trois mois suivant l'échéance du contrat :
 - Les activités industrielles, commerciales, ou agricoles créées (ne sont pas considérées comme telles les activités relevant d'une mission de service public ou d'intérêt général, gérées ou non en régie directe);
 - La reprise en régie par l'assuré de services ou d'établissements antérieurement concédés.

II - ACTIVITES SPECIFIQUES DE LA CCIL GRAND LILLE / PORTS DE LILLE

Prestations de manutention et de magasinage y compris Plateformes, containers, redevances bureaux et espaces entreprise, terrains, quais et magasins loués liées aux Ports de Lille.

Prestations de manutention sur ses terminaux à conteneurs et autres prestations logistiques (y compris manutention et/ou stockage de marchandises dangereuses).

Titulaire de contrats de concession de sites portuaires gérés par son SIC (Service Industriel et Commercial) PORTS DE LILLE

- Concession de Ports de Lille : concession d'outillage public, aménagement et exploitation des sites de Lille, Santes, Wambrechies, Halluin, Loos-Sequedin, La Bassée, Don, Houplin-Ancoisne, Marquette et Haubourdin
- Sous délégation de service public avec le Port de Harnes : Concession d'outillage public, aménagement et exploitation nécessaires à l'exploitation (travaux de sécurisation et signalétique)
- Concession du Port d'Arques : aménagement et exploitation du port
- Concession du Port de Douai : concession d'outillage public, aménagement et exploitation du port

III - ACTIVITES SPECIFIQUES DE LA CCIL GRAND HAINAUT

Gestion des infrastructures, réalisation et gestion des zones industrielles, **à l'exclusion des activités portuaires.**

IV - ACTIVITES SPECIFIQUES DE LA CCIL ARTOIS

Concessionnaire des zones portuaires de Béthune et de Saint Laurent Blangy (Fin de la concession du Port de Béthune au 31/12/2025).

Exploitation du bâtiment d'expositions d'ARTOIS EXPO.

V - ACTIVITES SPECIFIQUES DE LA CCIL LITTORAL HAUTS DE FRANCE ET DE SA FILIALE CREIMMO

Tenue du fichier consulaire (archives historiques de la ville de Calais)

Mission INTER-FACE : validation des contrats d'apprentissage

Gestion du protocole CHAMBER SIGN

Promotion immobilière dans le domaine des bâtiments industriels, de logistique et du tertiaire

VI - ACTIVITES SPECIFIQUES DE LA CCIL AMIENS PICARDIE

Exploitation et gestion de plusieurs zones tertiaires et industrielles avec équipements de génie civil lourd ainsi que des voiries et embranchements privées ferroviaires
Station d'épuration (notamment , gestion administrative, gestion et maintenance des équipements, captage, assainissement et distribution d'eau, gestion de la qualité de l'eau), deux châteaux d'eau, une station de pompage, des stations de captage, une chaufferie (en exploitation par un prestataire)
Exploitation d'un camping et d'un port de plaisance à Péronne.

VII - ACTIVITES SPECIFIQUES DE LA CCIL DE L'OISE

Gestion de ports fluviaux : ports de Nogent-sur-Oise et de Saint-Leu-d'Esserent

INFORMATIONS CONCERNANT LES COUVERTURES D'ASSURANCES ACTUELLES

INFORMATIONS CONCERNANT LES COUVERTURES D'ASSURANCES ACTUELLES

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2024

<u>ASSUREUR</u>	:	MMA pour toutes les garanties
<u>FORMULES DE GARANTIES</u>	:	RC Générale : Identique à celle du CCTP RC du Trésorier : Identique à celle du CCTP Indemnités contractuelles : Identique à celle du CCTP RC des Dirigeants : Identique à celle du CCTP Protection juridique : Identique à celle du CCTP RC Environnement : Identique à celle du CCTP
<u>NIVEAU DES FRANCHISES</u>	:	RC Générale : 5 000 € RC des Dirigeants : Néant RC Environnement : 2 000 €

A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2025

<u>ASSUREURS</u>	:	<u>ALLIANZ</u> : RC Générale, RC du Trésorier, Indemnités contractuelles, RC des Dirigeants, Protection juridique RC Environnement <u>HELVETIA</u> : RC Exploitation RC contractuelle portuaire pour Ports de Lille <u>GROUPAMA PJ</u> : Protection juridique Ports de Lille
<u>FORMULE DE GARANTIES</u>	:	<u>RC Générale</u> identique à celle du CCTP <u>sauf</u> : - RC exploitation : tous confondus 30 M€ - RC Drones : Tous confondus 500 K€ <u>RC Portuaire</u> identique à celle du CCTP <u>sauf</u> : - Mat & Immat. 1 M€ et DINC 500 K€ <u>Indemnités contractuelles</u> : - Capitaux Décès & Maladie = 100 K€ au lieu de 300 K€ <u>RC des Dirigeants</u> : Identique à celle du CCTP <u>Protection juridique</u> : Identique à celle du CCTP <u>RC Environnement</u> : Identique à celle du CCTP
<u>NIVEAU DE FRANCHISES</u>	:	<u>RC Générale</u> : 5 000 € <u>RC Portuaire</u> : 5 000 € <u>sauf</u> Dommages aux biens manutentionnés et DINC : mini 10 K€ <u>RC des Dirigeants</u> : Néant <u>RC Environnement</u> : 5 000 €

LES CONDITIONS PARTICULIERES

LES CONDITIONS PARTICULIERES

- Le contrat est constitué par les présentes Conditions Particulières ainsi que par les Conditions Générales de l'Assureur sachant que toute disposition qui serait plus favorable à l'Assuré prévaudra toujours sur les conditions, conventions et autres pièces contractuelles de l'assureur.
- Le contrat est régi par le code des assurances et par les stipulations qui suivent.

PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Prise d'effet du contrat : 1^{er} janvier 2026 à 0 heure

Date d'échéance annuelle du contrat : 1^{er} janvier

Durée du contrat : **TROIS ANS** sachant que le terme définitif du marché est fixé **au 31 décembre 2028 à minuit** (contrat résiliable par chacune des parties à chaque date d'échéance annuelle moyennant un préavis de résiliation de 6 mois avant le 31 décembre).

LA RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

LES INDEMNITES CONTRACTUELLES

LA PROTECTION JURIDIQUE

1. LE SOUSCRIPTEUR

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS DE FRANCE

299, boulevard de Leeds

CS 90028

59031 LILLE Cedex

LA RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

1. LES ASSURES

LA CCI de REGION				
CCIR HF	LA CCI DE RÉGION HAUT DE FRANCE	Monsieur Le Président de la CCI de région Hauts de France	299, Boulevard de Leeds - CS 90028 59031 LILLE CEDEX	130 022 718 00014
LES CCI LOCALES				
CCIL GL	CCIL GRAND LILLE	Sa présidente Madame Aurélie VERMESSE en exercice	Place du Théâtre - BP 359 59020 LILLE Cedex	130 022 718 00147
CCIL GH	CCIL GRAND HAINAUT	Son président Monsieur Bruno FONTAINE en exercice	3 avenue Sénateur Girard - BP 80577 59308 VALENCIENNES Cedex	130 022 718 00113
CCIL ARTOIS	CCIL ARTOIS	Son président Monsieur Jean-Marc DEVISE en exercice	Hôtel consulaire 87/89 rue Saint Aubert - BP 70540 62008 ARRAS Cedex	130 022 718 00048
CCIL LHF	CCIL LITTORAL HAUTS DE FRANCE	Son président Monsieur François LAVALLEE en exercice	24 Boulevard des Alliés-BP 199 62104 CALAIS Cedex	130 022 718 00071
CCIL AP	CCIL AMIENS PICARDIE HAUTS-DE-FRANCE	Sa présidente Mme Fany RUIN en exercice	Hôtel Consulaire 6, boulevard de Belfort - CS 73902 80039 AMIENS Cedex 1	130 022 718 00352
CCIL AISNE	CCIL AISNE	Son président Mr Olivier JACOB en exercice	Espace Jean Bouin - BP 630 02322 SAINT QUENTIN cedex	130 022 718 00253
CCIL OISE	CCIL OISE	Son président Mr Philippe BERNARD en exercice	Hôtel Consulaire 18 Rue d'Allonne 60000 BEAUVAIS	130 022 718 00519
LES STRUCTURES ANNEXES				
① CCIR HF	ASSO. WTC	Son Président, Mr Olivier Dobelle	299, Bd de Leeds - CS 90028 59031 LILLE Cedex	345 100 721 00025
	ASSO. LES PLACES TERTIAIRES	Son Président, Mr Antoine LEDUC	299, Boulevard de Leeds - CS 90028 59031 LILLE CEDEX	502 152 150 00012 (siret en cours de modification suite à changement de siège social)

	ASSOCIAT PORTS HAUTS DE FRANCE (NORLINK PORTS)	Son président, Mr Maurice GEORGES	299, bd de Leeds 59000 LILLE	831 606 728 00010
② CCI GL	SCI DU CENTRE TERTIAIRE DE FLANDRE INTERIEURE	Sa Gérante, Mme Aurélie VERMESSE	Palais de la Bourse - Place du Théâtre 59020 LILLE Cedex	792 776 312 00011
③ CCIL GRAND HAINAUT	SCI POLECO	Son Gérant, Mr Marc KRZEMIANOWSKI	3, avenue Sénateur Girard 59300 VALENCIENNES	507 569 648 00011
	SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD EUROPE ESCAUT (SM DS NORD EUROPE)	Son président, Mr Bruno FONTAINE	3, avenue Sénateur Girard 59300 VALENCIENNES	200 032 118 00016
	SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES	Sa Présidente, Mme Annabelle COZETTE	299, bd de Leeds - CS 90028 59031 LILLE Cedex	880 834 668 00019
	SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE	Sa Présidente, Mme Vanessa ROLAND	299, bd de Leeds - CS 90028 59031 LILLE Cedex	929 645 984 00014
④ CCIL ARTOIS	SARL ARTOIS INVESTISSEMENT	Son gérant, Jean-Marc DEVISE	8, rue du 29 juillet 62000 ARRAS	353 543 408 00028
	GROUPEMENT DES UC ARTOIS	Son Président, Mr Philippe CARDON	89, rue Saint Aubert 62000 ARRAS	Association sans SIRET
	SCI IMMARTOIS	Son Gérant, Mr Jean-Marc DEVISE	8, rue du 29 juillet 62000 ARRAS	823 253 430 00016
⑤ CCIL LHF	SAS CREIMMO	Son Président, Mr Erik COHIDON	24, boulevard des Alliés 62104 CALAIS	341 532 406 00020
	SCI CREIMMO 2	Son Président, Mr Erik COHIDON	24, boulevard des Alliés 62104 CALAIS	34389771600035
	SCI CREIMMO BAT	Son Gérant, Mr Erik COHIDON	24, boulevard des Alliés 62104 CALAIS	481 818 490 00023
	SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE	Son Président, Mr François LAVALLEE	24, boulevard des Alliés 62104 CALASI	82147509200010
	SCI DU MARAIS	Son Président, Mr François LAVALLEE	2, quai de la République 76470 LE TREPORT	422 256 354 00016
	VIDEO EMPLOI FORMATION	Son Président, Mr Jérôme DAVID	ZI des Marais 76340 BLANGY SUR BRESLE	781 146 881 00045
⑥ CCIL OISE	SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE	Ses co-Gérants, Mr Philippe BERNARD et Monsieur Laurent RIGAUD	18, rue de d'Allonne 60000 BEAUVAIS	80753734500025
RUBIKA	ASSO. RUBIKA	Son Président Monsieur Bruno FONTAINE	3, avenue du Sénateur Girard - BP 80577 59308 VALENCIENNES Cedex	900 786 906 00017

agissant pour son compte et pour celui de qui il appartiendra dans le cadre des activités déclarées et notamment :

- Les représentants légaux des assurés et les personnes qu'ils se sont substitués dans la Direction Générale.
- Le Président, le Vice-président, le Trésorier et le Trésorier adjoint ainsi que toute personne dont ils peuvent être amenés à répondre.
- Les membres élus, associés, nommés ou honoraires ; les délégués consulaires, les administrateurs, les conseillers techniques et les personnes qualifiées ainsi que toute personne agissant dans le cadre d'une mission pour le compte des assurés.
- Les différents services, directions, exploitations ou activités dotés ou non d'une personnalité juridique distincte.
- Les groupements, associations de tout type, établissements publics, sociétés commerciales, sociétés d'économie mixte, organismes créés ou à créer à l'occasion de l'une quelconque des activités assurées.
- Les sociétés civiles (y compris les sociétés civiles immobilières) ayant un lien avec les assurés, les sociétés de financement.
- Le fonds social, la commission paritaire, la commission paritaire régionale (CPR), le comité d'entreprise y compris ses membres et délégués ainsi que toutes associations ou toutes personnes substituées aux organismes représentatifs des assurés.
- **Toute personne engageant la responsabilité des assurés et notamment :**
 - stagiaire
 - auxiliaire, intérimaire
 - candidat à l'embauche ou à l'essai
 - aide bénévole.
 - élèves et apprentis
 - auditeurs
 - l'Etat, la Région, le District, le Département, les Syndicats Mixtes, les Communes et toutes autres Collectivités ou organismes lorsque la Chambre de Commerce et d'Industrie agit en tant que concessionnaire ou mandataire.
 - les concessionnaires lorsque la Chambre de Commerce et d'industrie territoriale agit en tant que sous-traitant
 - les utilisateurs des outillages et installations en cas d'absence ou d'insuffisance de garanties personnelles.
 - les élèves, apprentis, stagiaires ainsi que tous les participants aux activités organisées par les assurés en cas d'insuffisance ou d'inexistence de garanties personnelles y compris à l'occasion des stages à l'étranger pour les élèves et stagiaires.

- Sachant que les différents assurés conservent la qualité de "TIERS" entre eux

2. LES ACTIVITES EXERCEES

(SE REPORTER AUX PAGES 12 A 15 DU PRESENT CCTP)

3. L'OBJET ET L'ETENDUE DU CONTRAT

3.1 - LES GARANTIES DE BASE COMMUNES A L'ENSEMBLE DES ASSURES

Les garanties accordées par le présent contrat s'appliquent sous la seule réserve des exclusions énumérées en un seul article, aux conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'assuré suite à des dommages corporels, matériels, immatériels causés à autrui.

La garantie s'exerce :

- Quelle que soit la nature de la responsabilité engagée (délictuelle, quasi-délictuelle, contractuelle, quasi contractuelle, administrative)
- Quel que soit le fondement juridique invoqué
- Quel que soit le tribunal compétent, français, européen, international ou arbitral
- Quelle que soit la nature des contrats et des obligations conclus par l'assuré ou des garanties qu'il a accordées.

Il est précisé que la garantie du contrat est déclenchée par la réclamation.

Les dites garanties sont accordées dans les limites des capitaux détaillés dans le tableau des garanties et des franchises.

3.2 - LES EXTENSIONS DE GARANTIES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES ASSURES

L'assurance s'applique notamment aux risques et événements ci-après par dérogation éventuellement à toute disposition contraire :

3.2.1 - Aides bénévoles

En cas d'aide à titre gratuit apportée par toute personne à l'assuré dans le cadre des activités définies aux Conditions Particulières, la Responsabilité Civile pouvant incomber :

- à l'assuré du fait des dommages subis par cette personne ou par ceux qu'elle peut causer aux tiers.

NE SONT PAS COMPRIS DANS LA GARANTIE LES DOMMAGES SUBIS PAR L'AIDE BENEVOLE LORSQUE CEUX-CI RELEVANT DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL.

- à cette personne en raison des dommages causés aux tiers par elle-même.

Toutefois, cette dernière garantie ne s'exercera qu'en complément du/des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile de la personne apportant l'aide.

3.2.2 - Faute intentionnelle

Responsabilité incombant éventuellement à l'assuré en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles en raison des fautes intentionnelles commises par ses préposés et visées à l'article 452.5 du Code de la Sécurité Sociale.

La présente garantie n'est acquise qu'à la condition que l'assuré déclare les litiges à l'assureur dès que la victime ou l'organisme de Sécurité Sociale aura manifesté l'intention d'invoquer la faute intentionnelle ou encore dès qu'une poursuite pénale sera engagée en raison d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle contre l'assuré ou l'un de ses préposés.

3.2.3 - Faute inexcusable

1) Garantie de remboursement

Lorsqu'un accident du travail ou une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'assuré résulte de la faute inexcusable de l'assuré et/ou d'une personne qu'il s'est substitué dans la direction de son entreprise, l'assureur garantit le remboursement des sommes dont il est redevable et/ou dont son employeur est redevable :

- a) au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L. 452.2 et suivants du Code de la Sécurité Sociale.
- b) au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L. 452.3 du Code de la Sécurité Sociale.
- c) au titre de l'indemnisation de tout autre préjudice subi par la victime non repris dans le livre IV du code de la sécurité sociale

2) Garantie de défense

L'assureur s'engage à assumer la défense de l'employeur assuré dans les actions amiables ou judiciaires dirigées contre lui ou contre les personnes qu'il s'est substitué en vue d'établir sa propre faute inexcusable et/ou celle de personnes qu'il s'est substitué dans la direction de l'entreprise.

Il s'engage également à assumer la défense de l'assuré et celle de ses préposés devant la juridiction répressive en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'assuré.

Les frais de justice et honoraires afférents à cette défense sont pris en charge par l'assureur dans la limite de la somme prévue au chapitre "Montant des garanties du contrat".

3.2.4 - Dommages matériels subis par les préposés (il s'agit d'une garantie de responsabilité et non d'une assurance de Dommages)

Sont garantis les dommages subis par les biens des préposés pendant l'exercice de leur fonction.

3.2.5 - Responsabilité civile du fait des immeubles et biens fonciers

La responsabilité de l'assuré du fait des immeubles ou parties d'immeubles bâtis ou non, biens et réserves foncières, terrains, parkings, clôtures, ouvrages, arbres, bassins, cours d'eau dont l'assuré est propriétaire, copropriétaire, emphytéote, exploitant ou concessionnaire.

3.2.6 - Intoxications, empoisonnements et accidents alimentaires

Dans le prolongement de cette garantie, il est précisé que les membres du personnel de l'assuré seront considérés comme tiers lorsqu'ils ne bénéficient pas de la législation sur les accidents du travail.

3.2.7 - RC Organisateur du fait notamment de manifestations, voyages, missions et sorties diverses

Responsabilité de l'assuré du fait des dommages causés aux tiers à l'occasion de manifestations, voyages, missions ou sorties diverses organisées ou co-organisées en tous lieux par l'assuré avec la participation éventuelle de tiers ou à l'occasion de sa participation dans des manifestations ou des sorties quelconques telles que salons, expositions ou sorties, visites d'entreprises, études, missions de prospection,

3.2.8 - Clause d'arbitrage

Il est précisé que, dans le cadre de ses activités, l'assuré peut être amené à passer des marchés aux termes desquels les parties entendent régler leurs litiges par la voie de l'arbitrage.

Les garanties du présent contrat seront acquises à l'assuré sous condition expresse que l'arbitrage soit confié, pour :

- a) Les marchés internationaux, à la "Chambre de Commerce Internationale".
- b) Les marchés nationaux, à une chambre d'arbitrage française institutionnalisée (telle que la "Chambre Arbitrale Française Maritime de Paris", etc ...).

L'assureur participe à l'organisation et au suivi des opérations d'arbitrage, notamment à la rédaction du compromis, au choix des arbitres et à la définition de leur mission.

S'il est fait référence à un arbitrage autre que ceux qui sont prévus ci-dessus, les garanties ne pourront jouer en faveur de l'assuré que sur accord préalable de l'assureur.

Si à l'occasion d'un litige, une solution arbitrale était envisagée, alors qu'elle n'avait pas été prévue au marché, l'accord de l'assureur devrait être demandé avant l'acceptation du principe même de l'arbitrage, étant toujours entendu qu'en cas d'accord de l'assureur, celui-ci devrait participer à l'organisation et au suivi des opérations d'arbitrage.

3.2.9 - Engagements contractuels (notamment renonciation à recours, transferts de responsabilités et clauses compromissoires)

Les garanties sont acquises en application de contrats passés par l'assuré avec :

- des personnes morales de droit public notamment les services publics,
- des personnes physiques ou morales de droit privé sous réserve qu'il s'agisse de conventions usuelles et/ou d'usage dans la profession.

3.2.10 - Risque de fonctionnement des engins et/ou des appareillages des véhicules

Les garanties sont acquises à l'occasion du fonctionnement des engins et/ou des appareillages installés sur des véhicules, qu'ils appartiennent à l'assuré, qu'ils soient pris en location par l'assuré ou lui sont confiés à un titre quelconque.

3.2.11 - Responsabilité civile du fait des activités de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'ouvrage déléguée ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage

3.2.12 - Responsabilité civile du fait de la propriété et de l'utilisation de drones (dont la masse maximale est inférieure à 25 Kgs)

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE / RC CONTRACTUELLE

Objet de la garantie

Cette assurance garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile Professionnelle et/ou Responsabilité contractuelle qui peut lui incomber à la suite d'erreur, faute, omission, négligence commises par lui ou ses préposés imputables à l'ensemble de ses activités et prestations et notamment de conseils, de services, d'études, d'aménagement, d'expertises et/ou de promotions.

3.3 - LES GARANTIES SPECIFIQUES POUR CERTAINS ASSURES

3.3.1 – CCIL GRAND LILLE / PORTS DE LILLE

- a) - RC du fait de l'exploitation des terminaux à containers et des activités de manutention de containers et/ou de caisses mobiles et/ou de colis
 - RC Concessionnaire de sites portuaires (13 sites)
 - RC du fait des prestations de manutention, de magasinage, de logistique
 - RC du fait de la manutention de matières dangereuses
- b) RC Outil ou RC Fonctionnement du fait des engins et/ou des chariots de manutention sur zones portuaires

3.3.2 – SAS CREIMMO

- a) RC du fait des activités de promotion immobilière dans le domaine des bâtiments industriels, de logistique et du tertiaire.

3.3.3 – CCIL AMIENS PICARDIE

- a) RC du fait de l'exploitation d'un camping* ainsi qu'un port de plaisance à Péronne (80200)(*= ouvert du 1^{er} mars au 31 octobre : 90 emplacements (86 emplacements et 4 chalets), 1 piscine, 1 bar licence IV, des locaux sanitaires et d'accueil, 1 logement de gardien)

- b) Exploitation et gestion de plusieurs zones tertiaires et industrielles avec équipements de génie civil lourd ainsi que des voiries et embranchements privés ferroviaires

Station d'épuration (notamment, gestion administrative, gestion et maintenance des équipements, captage, assainissement et distribution d'eau, gestion de la qualité de l'eau), châteaux d'eau, stations de pompage et de captage, chaufferie en exploitation par un prestataire

3.3.4 – CCIL OISE

- a) RC du fait de la gestion de deux ports fluviaux

3.4 – LA RESPONSABILITE CIVILE PERSONNELLE DU TRESORIER

L'ASSURE

Le Trésorier (présent et futur) ou le Trésorier adjoint des CCIR, CCIL et Structures annexes mentionnés ci-dessus investi selon les dispositions réglementaires de la loi et des statuts.

Le Trésorier (ou le Trésorier adjoint) déclare encourir à l'égard des assurés qui l'emploie une responsabilité personnelle et pécuniaire par application de la Législation et de la Réglementation en vigueur.

L'OBJET DE LA GARANTIE

La présente assurance aura pour objet de garantir le trésorier de la C.C.I., des CCIL et des structures annexes (contre les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir à l'égard de la structure qui l'emploie, soit personnellement, soit du fait de ses subordonnés, à titre principal ou subsidiairement, à raison des dommages subis par la C.C.I./Structure dont il dépend, et résultant :

- de la tenue et de la gestion de la comptabilité de cette C.C.I. / Structures
- du recouvrement des droits régulièrement liquidés dont la perception lui est confiée,
- de la tenue du service « Fonds Particuliers ».

LES INDEMNITES CONTRACTUELLES

1. LES ASSURES

CATEGORIE A

- Les Membres élus de chaque CCIR et CCIL (titulaires, associés et conseillers techniques ainsi que les membres honoraires et associés et les administrateurs
- Les Directeurs généraux et directeurs de chaque CCIR et CCIL ainsi que les secrétaires généraux
- Les Dirigeants, gérants et Directeurs généraux des structures externes.

CATEGORIE B

Les stagiaires, les apprentis et/ou élèves à l'occasion des stages et/ou des formations.

2. L'OBJET ET L'ETENDUE DE LA GARANTIE

Les événements garantis :

CATEGORIE A

L'assureur garantit tous les accidents dont l'assuré pourrait être victime y compris à l'occasion des trajets nécessaires à l'accomplissement de leur mandat et de leurs missions quel que soit le mode de locomotion utilisé.

CATEGORIE B

Les stagiaires, les apprentis et les élèves au cours de leurs formations, de leurs déplacements et de leurs stages en entreprises et en divers lieux y compris au cours des trajets nécessaires à ces stages ou formations

3. LES RISQUES GARANTIS

- * En cas de décès accidentel : L'assureur verse le capital au bénéficiaire (y compris les Frais d'obsèques).
- * En cas d'invalidité permanente : Si les blessures occasionnées par l'accident, lorsqu'elles sont consolidées, laissent l'assuré atteint d'une invalidité permanente, l'assureur verse une indemnité égale au capital multiplié par le pourcentage d'invalidité conformément au barème des accidents du travail tel que prévu au Code de la Sécurité Sociale.
- * En cas d'incapacité temporaire : L'assureur s'engage à verser l'indemnité fixée à l'assuré et ceci à compter du 8^{ème} jour de l'incapacité constatée médicalement et pendant tout le temps du traitement médical et du repos nécessaire à la reprise des occupations habituelles de l'assuré et au maximum, au titre d'un même accident, pour 12 mois d'incapacité.

- * En cas de frais de soins et médicaux : L'assureur s'engage à rembourser à l'assuré ses honoraires de consultation, ses frais de traitement, de médicaments, de prothèses, de lunettes, d'orthopédie, d'ambulance ou d'hôpital exposés sur prescription médicale à la suite d'un accident garanti.

(Les indemnités qui seront versées ne viendront, s'il y a lieu, qu'en complément des remboursements que vous pourrez obtenir pour tous ces frais, de la Sécurité Sociale et/ou de tout autre Régime de Prévoyance sans que l'assuré puisse percevoir au total un montant supérieur à celui des débours réels).

- * En cas de frais de rapatriement, de secours et/ou de recherche
L'invalidité permanente donne droit à la somme entière stipulée, à condition qu'elle corresponde à l'un des cas ci-après :
 - aliénation mentale, totale et incurable,
 - perte complète de la vision des yeux,
 - perte des deux bras ou des deux mains,
 - perte des deux jambes ou des deux pieds,
 - perte simultanée d'un bras ou d'une main et d'une jambe ou d'un pied.L'incapacité fonctionnelle totale ou partielle d'un membre ou organe est assimilée à sa perte totale ou partielle.

4. LA TERRITORIALITE :

Monde entier

5. LE NOMBRE D'ASSURES

	CATEGORIE A				CATEGORIE B
	NOMBRE DE DG ET SG POUR CCIR / CCIL ET NOMBRE DE DIRIGEANTS, GERANTS ET DG POUR LES STRUCTURES EXTERNES	NOMBRE DE TITULAIRES ET SUPPLEANTS (Y COMPRIS MEMBRES HONORAIRES)	NOMBRE D'ASSOCIES ET DE CONSEILLERS TECHNIQUES	NOMBRES D'ADMINISTRATEURS	NOMBRE D'ELEVES/STAGIAIRES / APPRENTIS AU MAXIMUM SELON CAPACITE D'ACCUEIL PAR SITE ET PAR JOUR
CCIR ET CCIL					
CCI région Hauts de France	2	119+ 108	45	---	
CCIL Grand Lille et Ports de Lille	3	39+32	32+33	---	
CCIL Grand Hainaut	1	41	20+19	---	
CCIL Artois	1	57	19 + 6	---	
CCIL Littoral Hauts de France	1	57	23+18	---	
CCIL Aisne	1	40	14+19	---	
CCIL Amiens-Picardie	1	40	10+11	---	
CCIL Oise	1	39	5+18	---	
SOUS-TOTAL	11 + 27 directeurs	572	292	---	2 000
LES STRUCTURES ANNEXES					
ASSO. WTC	2	3			3
ASSO. LES PLACES TERTIAIRES	1	1			1
ASSOCIATION PORTS HAUTS DE FRANCE (NORLINK PORTS)	1	1			1
SCI CTFI	1			1	
SCI POL'ECO	1			1	
SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD EUROPE ESCAUT (SM DS NORD EUROPE)	1	3			
SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES	1			4	
SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE	1			4	
SARL ARTOIS INVESTISSEMENT	1	--	--	1	0
GROUPEMENT DES UC ARTOIS	1	3			
SCI IMMARTOIS	1	---	---	1	---
SAS CREIMMO		---	---	1	---
SCI CREIMMO 2		---	---	1	---
SCI CREIMMO BAT		---	---	2	---
SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE		---		1	---
SCI DU MARAIS		---	---	1	---
VIDEO EMPLOI FORMATION	1	1	----	---	1 700
SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE	1			2	
ASSOCIATION RUBIKA	1	1			1 300
SOUS-TOTAL	15	13	0	19	3 005
TOTAL GENERAL	53	585	292	19	5 005

!/ Les candidats auront à communiquer dans leur offre un numéro de téléphone permettant de joindre l'équipe dédiée à tout moment.

LA PROTECTION JURIDIQUE

1. LES ASSURES

- L'ensemble des élus et des membres du bureau (titulaires ou suppléants) de la CCIR Hauts de France et des CCIL Grand Lille, Grand Hainaut, Artois, Littoral Hauts de France, de l'Aisne, d'Amiens-Picardie et de l'Oise et des structures externes tels que les présidents, les vice-présidents, les trésoriers et trésoriers adjoints, les secrétaires et membres associés, les gérants et les administrateurs.
- Les directeurs de la CCIR, des CCIL et des structures externes

Soit un nombre total de 949 personnes

2. L'OBJET ET L'ETENDUE DE LA GARANTIE

L'assureur donne à l'assuré les moyens :

- De défendre ses intérêts en cas de mise en cause personnelle devant le juge judiciaire pour des faits survenus à l'occasion de ses fonctions au profit du souscripteur et constitutifs d'une faute de service (y compris en cas de poursuites pénales)
D'exercer ses droits lorsque, à l'occasion de ses fonctions au profit du souscripteur, il est victime de violences physiques perpétrées devant témoin ou entraînant une incapacité de travail ou lorsqu'il est l'objet d'injures publiques ou de diffamation.

Par extension, l'ancien agent ou l'ancien membre élu bénéficie de la qualité d'assuré si les faits constitutifs du litige sont survenus alors qu'il exerçait ses fonctions au profit du souscripteur.

Par ailleurs, le contrat garantit la protection du Président, du trésorier, de l'élu des suppléants ou ayant reçu une délégation de leur part ou à un ancien élu ayant quitté ces fonctions, lorsque la personne en cause fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits n'ayant pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions ou est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions.

Demeurent exclus les litiges :

- ➡ se rapportant à une situation dans laquelle l'assuré est en infraction avec une obligation légale d'assurance ;
- ➡ provenant d'un dol ou d'une faute intentionnelle.

LE TABLEAU DES MONTANTS DE GARANTIE ET DE FRANCHISE

(Assurances de Responsabilité civile générale, d'Indemnités contractuelles et de Protection juridique)

ASSURANCES DE RESPONSABILITE CIVILE	
<div>RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION ET EN COURS DE TRAVAUX (par sinistre)</div> <div><div>- Tous dommages confondus.....</div><div>DONT :</div><div>- Faute inexcusable.....</div><div>DONT :</div><div>- Dommages matériels et immatériels confondus.....</div><div>Franchise : 5.000 € (sauf en corporels)</div><div>DONT :</div><div>Dommages immatériels non consécutifs</div><div>Franchise : 5.000 €</div><div>DONT :</div><div>RC DRONES (moins de 25kg)</div><div>- Dommages résultant de pollution et d'atteintes à l'environnement</div><div>Franchise : 5.000 €</div><div>- Biens confiés/RC dépositaire</div><div>Franchise : 5.000 €</div><div>- Dommages causés aux biens des préposés</div><div>Franchise : 100 €</div><div>RESPONSABILITE RC DU FAIT DES PRODUITS LIVRES ET/OU APRES TRAVAUX EXECUTES / RC CONTRACTUELLE / RC PROFESSIONNELLE :</div><div>(par sinistre et par année d'assurance)</div><div>- Tous dommages confondus.....</div><div>Franchise : 5.000 €</div><div>DONT dommages immatériels non consécutifs (y compris RC Professionnelle et notamment pour les activités de maîtrise d'ouvrage déléguée ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage)</div><div>Franchise : 5.000 €</div><div>RESPONSABILITE DU FAIT DES ACTIVITES DE MANUTENTION PORTUAIRE (GARANTIE SPECIFIQUE POUR PORTS DE LILLE) :</div><div>- Tous dommages confondus.....</div><div>Franchise : 10.000 €</div><div>DONT Dommages matériels et immatériels confondus</div><div>Dommages immatériels non consécutifs.....</div><div>DEFENSE ET RECOURS</div><div>Garanties accordées à concurrence des honoraires et frais engagés</div><div>(maxi 80.000 €).</div></div>	<div>40.000.000 €</div> <div>3.000.000 € / année</div> <div>25.000.000 €</div> <div>dont frais de prévention : 300.000 €</div> <div>3.000.000 €/ année</div> <div>1 000 000€</div> <div>2.000.000 €/ année</div> <div>dont frais d'urgence, frais de dépollution des eaux et du sol, frais de dépollution des biens mobiliers et immobiliers, frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux : 300.000 €</div> <div>500.000 € / année</div> <div>50.000 € / année</div> <div>20.000.000 €</div> <div>dont Frais de prévention : 300.000 €</div> <div>3.000.000 €</div> <div>5.000.000 €</div> <div>1.500.000 €</div> <div>1.000.000 €</div>
LES GARANTIES ANNEXES	
<div>① RC PERSONNELLE DU TRESORIER</div> <div>✓ Montant de la garantie</div> <div>✓ Franchise</div> <div>② INDEMNITES CONTRACTUELLES</div> <div>✓ Assurés.....</div> <div>✓ Montant des garanties :</div> <div>- Décès.....</div> <div>- Invalidité.....</div> <div>- IJ (Indemnités journalières)</div> <div>- Frais de soins</div> <div>- Frais de rapatriement et de transports</div> <div>✓ Territorialité.....</div> <div>✓ Franchise.....</div> <div>✓ Limite contractuelle d'indemnité en cas de sinistre collectif.....</div> <div>③ PROTECTION JURIDIQUE</div> <div>✓ Assurés.....</div> <div>✓ Montant des prestations.....</div> <div>✓ Seuil</div>	<div>800.000 € / an</div> <div>Néant</div> <div>① Membres élus de chaque CCIR, CCIL et Structures(949 assurés)</div> <div>Les Directeurs (53 personnes)</div> <div>② Les stagiaires et/ou élèves (5 005 assurés)</div> <div>① 300.000 €</div> <div>300.000 €</div> <div>50 €/jour après 8 jours (maxi 12 mois)</div> <div>Plafond 4.000 €</div> <div>Plafond 4.000 €</div> <div>② 30.000 €</div> <div>100.000 €</div> <div>Plafond 2.000 €</div> <div>Plafond 8.000 €</div> <div>Monde entier</div> <div>IPT = Franchise absolue de 10%</div> <div>1 500 000 €</div> <div>Ensemble des élus y compris les membres du bureau et les membres de la Direction générale (soit 1002 assurés y compris les structures externes)</div> <div>Plafond : 80.000 €</div> <div>Seuil : 200 € en matière judiciaire</div>

LA RESPONSABILITE CIVILE ENVIRONNEMENT

LA RESPONSABILITE CIVILE ENVIRONNEMENT

1. LE SOUSCRIPTEUR / LES ASSURES

Le souscripteur : CCI de région Hauts de France

Les assurés : LA Chambre de Commerce et d'Industrie de région Hauts-de-France, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LOCALE GRAND LILLE, la CCIL AMIENS-PICARDIE, ET LA STRUCTURE EXTERNE SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD (les assurés sont considérés comme tiers entre eux).

2. LES ACTIVITES GARANTIES ET LES SITES ASSURES

[Installations soumises à autorisation // exploitation pour propre compte]

Société	Activité	Adresse	Code Postal	Commune	Pays	Régime ICPE*	Seveso	IED
CCIL GRAND LILLE (Cf tableau classement des bâtiments page 37/46)	Port de Lille		A préciser	Lille, Santes, Wambrechies, Houplin Ancoisne, Halluin et Haubourdin	France	A	Non	Non
CCIL AMIENS-PICARDIE	Station d'épuration de l'Espace industriel nord	rue fossé Warin ZI Nord	80000	Amiens	France	A	A préciser	A Préciser
CCIL AMIENS-PICARDIE	Propriétaire non exploitant de la chaufferie - trois chaudières d'une puissance totale de 29,9 MW et d'une installation de cogénération d'une puissance de 18,9 MW	ZAC D'ETOUVIE	80000	Amiens	France	A	Non	Non
CCIL AMIENS-PICARDIE	Station de pompage		50510	LONGRE	France	A préciser	A préciser	A préciser
CCIL AMIENS-PICARDIE	Station de captage	Lieu dit "la grande vallée"	80470	ARGOEUVES	France	A préciser	A préciser	A préciser

CCIL AMIENS- PICARDIE	Station de captage	Lieu dit "la grande vallée"	80470	BREILLY	France	A préciser	A préciser	A préciser
CCIL AMIENS- PICARDIE	Chateau d'eau/reservoir 1 Contenance 1000 m3	Espace industriel nord rue durouchez	80000	Amiens	France	A préciser	A préciser	A préciser
CCIL AMIENS- PICARDIE	Château d'eau/reservoir 2 Contenance 1000 m3	Espace industriel nord rue dumoulin	8000	Amiens	France	A préciser	A préciser	A préciser
SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD	Terminal à conteneurs sur le quai public de Bruay sur l'Escaut / Saint Saulve	A préciser	59	Bruay sur l'Escaut / Saint Saulve	France	A	Non	Non

* D : Déclaration / E : Enregistrement / A : Autorisation / NC : non classé

CLASSEMENT DES BATIMENTS - PORTS DE LILLE

MAJ : 23/06/2021

Sites	Bâtiments	Porteur de l'ICPE	Classement SEVESO	Classement ICPE	Date de l'arrêté	Régime	Rubrique	dernière inspection DREAL	Volume stockage autorisé
Lille	G	PORTS DE LILLE	non	en étude ICPE	21/01/1977. Donner acte du 13/10/87 pour bénéfice de l'antériorité			22/05/2024	> 500 T
Lille	H	PORTS DE LILLE	non	en étude ICPE	21/01/1977. Donner acte du 13/10/87 pour bénéfice de l'antériorité		magasins généraux puis 183 Ter	22/05/2024	> 500 T
Lille	J	PORTS DE LILLE	non	en étude ICPE	01/06/1984. Donner acte du 13/10/87 pour bénéfice de l'antériorité		magasins généraux puis 183 Ter	22/05/2024	> 500 T
Lille	M	PORTS DE LILLE	non	en étude ICPE	Donner acte du 13/10/87 pour bénéfice de l'antériorité		183 Ter	22/05/2024	> 500 T
Lille	N	PORTS DE LILLE	non	en étude ICPE	Donner acte du 13/10/87 pour bénéfice de l'antériorité		183 Ter	22/05/2024	> 500 T
Lille	U	VEOLIA	non	ICPE	18/12/2000	Autorisation	1131, 1432, 1434, 167, 2260, 2661, 2663, 286, 2930, 322, 329, 98BIS	16/12/2020	
Santes	2-4	PORTS DE LILLE	non	ICPE	01/06/1984	Enregistrement	1510 1530	03/12/2018 09/03/2023	cf fiche détaillée
Santes	3-9	PORTS DE LILLE	non	ICPE		Enregistrement	1412, 1414, 1432, 1510	12/10/2017 09/04/2024	cf fiche détaillée
Santes	6	SECONDLY	non	ICPE	25/11/2016	Enregistrement	2716, 2791	27/06/2019	cf fiche détaillée
Santes	10	PORTS DE LILLE	non	ICPE	02/12/1993	Enregistrement	1510 2925	03/12/2018 09/03/2023	cf fiche détaillée
Santes	12	PORTS DE LILLE	non	ICPE	30/09/1999	Autorisation	1510 1530 2925	09/11/2017 09/07/2021	cf fiche détaillée
Santes	16	PORTS DE LILLE	non	ICPE	10/11/2017	Enregistrement	1510, 1530, 1532, 2662, 2663 1b 2b	09/03/2023	cf fiche détaillée
Santes	21	VERDIPOLE	non	ICPE	23/07/2018	Déclaration	2515 1C, 2517-3, 2716-2, 2719,, 2791-2	05/12/2022 06/09/2023 07/11/2023 10/07/2024	
Santes	37	PORTS DE LILLE	non	ICPE	22/06/2018	Autorisation	1510, 1511, 1530, 1532, 2662, 2663-1a 2a, 2925	31/01/2020	cf fiche détaillée

3. L'OBJET DE LA GARANTIE

A/ La garantie des conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile de l'Assuré à raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui ainsi que le paiement :

- des frais d'urgence
- des dommages aux biens confiés
- des dommages aux biens des préposés

B/ La garantie des pertes pécuniaires subies par l'assuré et notamment dans le cadre de :

- la garantie "responsabilité environnementale"
- des frais de dépollution des sols et des eaux de l'assuré
- des frais de dépollution des biens meubles et immeubles de l'assuré
- des pertes d'exploitation

4. LE TABLEAU DES RISQUES ASSURES ET DU MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

A/ GARANTIE "RC ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT"

- Tous dommages confondus	5 000 000 € / an
<u>dont</u>	
- dommages matériels et immatériels	1 000 000 € / an
<u>dont</u> : Frais d'urgence, menaces, neutralisation	300 000 € / an
Dommages aux biens confiés	50 000 € / an
Dommages aux biens des préposés	50 000 € / an

B/ GARANTIE DES "PERTES PECUNIAIRES" DE L'ASSURE

- Tous préjudices pécuniaires confondus	1 000 000 € / an
<u>dont</u>	
- Responsabilité environnementale	1 000 000 € / an
- Frais de dépollution des sols et des eaux	500 000 € / an
- Frais de dépollution des biens meubles et immeubles	500 000 € / an

C/ DEFENSE PENALE ET RECOURS 25 000 €

Pertes d'exploitation (12 mois) 1 000 000 €

FRANCHISE : 5 000 € par sinistre sauf Pertes d'exploitation 3 jours ouvrés

LA RESPONSABILITE CIVILE DES DIRIGEANTS

LA RESPONSABILITE CIVILE DES DIRIGEANTS

1. **LE SOUSCRIPTEUR / LES ENTITES ASSUREES**

LE SOUSCRIPTEUR :

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS DE FRANCE

299, boulevard de Leeds

CS 90028

59031 LILLE Cedex

LES ENTITES ASSUREES :

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION HAUTS DE FRANCE agissant pour le compte et au profit des dirigeants (passés, présents et futurs), qu'ils soient en droit ou de fait. Y compris les dirigeants des CCIL GRAND LILLE, GRAND HAINAUT, ARTOIS, LITTORAL HAUTS DE FRANCE, DE L' AISNE, D' AMIENS-PICARDIE, DE L' OISE,

Y compris les dirigeants des STRUCTURES EXTERNES SCI POLECO, SYNDICAT MIXTE DOCKS SEINE NORD EUROPE ESCAUT (SM DS NORD), SAS ATTRACTIVE VALENCIENNES, SAS ATTRACTIVE MAUBEUGE, ASSOCIATION WTC, SCI CTFI, SAS CREIMMO, SCI CREIMMO 2, SCI CREIMO BAT, SCI LITTORAL HAUTS DE FRANCE, SCI DU MARAIS, SARL ARTOIS INVESTISSEMENT, GROUPEMENT DES UNIONS COMMERCIALES DE L'ARTOIS, SCI IMMARTOIS, SCI ISARIENNE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE, ASSOCIATION RUBIKA, ASSOCIATION LES PLACES TERTIAIRES, ASSOCIATION VISEO EMPLOI FORMATION, ASSOCIATION PORTS HAUTS DE FRANCE (NORLINK)

2. **LES DIRIGEANTS**

Les dirigeants de droit ainsi que les dirigeants de fait, étant précisé qu'on entend par :

a) dirigeant de droit : toute personne physique, salariée ou non, investie dans ses fonctions au regard de la Loi et du Code de la Sécurité Sociale, notamment :

- Les Présidents et Vice-présidents,
- Les Directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints et sous-directeurs,
- Les Administrateurs, les Délégués, les membres du bureau, les membres titulaires et associés,
- Le trésorier et les trésoriers adjoints
- Le secrétaire et les secrétaires adjoints
- Le secrétaire et les secrétaires adjoints
- Les délégués de pouvoir

ainsi que toute personne physique qui serait investie au regard d'une législation étrangère de fonctions similaires.

- b) dirigeant de fait : toute personne physique, salariée ou non, qui verrait sa responsabilité engagée en tant que dirigeant de fait du souscripteur par un tribunal ou toute personne physique recherchée pour une faute professionnelle commise dans le cadre d'une activité de direction, de gestion ou de supervision exercée avec ou sans mandat ou délégation de pouvoir.

3. **L'OBJET DE LA GARANTIE**

LA RESPONSABILITE CIVILE DES DIRIGEANTS

Le contrat a pour objet de rembourser ou de prendre en charge en lieu et place de l'assuré le règlement du sinistre résultant de toute réclamation introduite à leur encontre pendant la période d'assurance, mettant en jeu leur responsabilité civile personnelle ou solidaire, et imputable à toute faute professionnelle, réelle ou alléguée, commise dans l'exercice de leurs fonctions de dirigeant.

LA DEFENSE CIVILE ET LA DEFENSE PENALE DES DIRIGEANTS

Le contrat a également pour objet de garantir les frais de défense exposés :

- pour la défense civile (judiciaire, amiable, ou arbitrale), et/ou
- pour la défense pénale,

des assurés, afférents à toute réclamation introduite à leur encontre pendant la période d'assurance, mettant en jeu leur responsabilité personnelle ou solidaire, et imputable à toute faute professionnelle, réelle ou alléguée, commise dans l'exercice de leurs fonctions de dirigeant.

L'assureur fait l'avance des frais de défense

4. **LES DEFINITIONS**

LA FAUTE PROFESSIONNELLE :

Tout manquement des assurés aux obligations légales, réglementaires ou statutaires, toute faute de gestion commise par imprudence ou négligence, par omission, par erreur, par déclaration inexacte et, en général tout acte fautif quelconque qui engage la responsabilité des assurés et ce exclusivement dans leurs fonctions de dirigeant de droit ou de dirigeant de fait du souscripteur.

Toutes les fautes professionnelles apparentées, continues ou répétées constituent une seule et même faute professionnelle.

LES FRAIS DE DEFENSE :

Les honoraires et frais divers, notamment frais de procédure, frais de comparution, frais correspondant à une caution dans le cadre d'une procédure d'appel et frais d'expertise, afférents à une réclamation faite à l'encontre des assurés et nécessaires à leur défense.

LA PERIODE D'ASSURANCE :

- a) Pour la première période d'assurance, il s'agit de la période fixée aux Conditions Particulières.
- b) Pour les périodes d'assurance suivantes, il s'agit de la période comprise entre :
 - deux échéances annuelles consécutives, ou
 - la dernière échéance annuelle et la date d'effet de la résiliation.

LA RECLAMATION :

- a) Toute procédure contentieuse introduite par toute personne physique ou morale à l'encontre d'un assuré visant à la réparation d'un préjudice pécuniaire ou moral ayant pour origine une faute professionnelle,
- b) Toute demande écrite faite par toute personne physique ou morale dont l'intention est de mettre en cause la responsabilité d'un assuré pour toute faute professionnelle,
- c) Toute enquête, poursuite, instruction ou investigation pénale menée à l'encontre d'un assuré pour toute faute professionnelle
- d) Toute enquête ou poursuite administrative menée à l'encontre d'un assuré pour toute faute professionnelle.

Toutes les réclamations résultant d'une même faute professionnelle ou d'une même série de fautes professionnelles constituent une seule et même réclamation.

LE SINISTRE :

Les conséquences pécuniaires que les assurés sont personnellement tenus de payer en raison d'une décision d'un tribunal civil, administratif ou répressif, d'une sentence arbitrale, ou d'une transaction passée avec le consentement écrit préalable de l'assureur, suite à toute réclamation introduite à leur encontre pendant la période d'assurance.

5. LES PRINCIPALES EXTENSIONS DE GARANTIE**a) HONORAIRES ET FRAIS DIVERS POUR LA PREPARATION DE LA DEFENSE DES ASSURES EN CAS D'INSTRUCTION, D'INVESTIGATION MENEES A L'ENCONTRE DU SOUSCRIPTEUR**

Les garanties sont étendues aux honoraires et frais divers nécessaires à la préparation de la défense personnelle des assurés, dans le cadre de toute comparution nécessitée par toute enquête, instruction, investigation ou toute autre procédure officielle civile, administrative ou pénale menée à l'encontre du souscripteur, si les faits ou circonstances sont susceptibles de donner naissance à une réclamation faite à l'encontre des assurés.

b) RECLAMATIONS INTRODUITES A L'ENCONTRE DES HERITIERS, LEGATAIRES, REPRESENTANTS LEGAUX ET AYANTS-CAUSE

Les garanties sont étendues à toute réclamation fondée sur les fautes professionnelles commises par les assurés et introduite à l'encontre des héritiers, légataires, représentants légaux et ayants-cause des assurés décédés ou frappés d'incapacité juridique ou déclarés en faillite personnelle ou ayant sollicité un moratoire ou un sursis de paiement.

c) RECLAMATIONS INTRODUITES A L'ENCONTRE DES CONJOINTS

Les garanties sont étendues à toute réclamation fondée sur des fautes professionnelles commises par les assurés, introduite à l'encontre de leur conjoint et visant à obtenir réparation sur les biens communs.

d) RECLAMATION CONJOINTE INTRODUITE A L'ENCONTRE DU DIRIGEANTS ET DE L'ENTITE SOUSCRIPTRICE DE LA POLICE D'ASSURANCE

e) GARANTIES ETENDUES EN CAS DE FAUTE "NON SEPARABLE" DES FONCTIONS DE DIRIGEANTS

f) GARANTIES ETENDUES AUX LITIGES LIES AUX RAPPORTS SOCIAUX ET AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

g) GARANTIE ETENDUE A LA PERSONNE MORALE DIRIGEANT DE DROIT

h) PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE RECONSTITUTION D'IMAGE, DES FRAIS D'ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE ET DES FRAIS DE GESTION DE CRISE

6. LES MONTANTS DE GARANTIE ET DE FRANCHISE

La garantie s'exerce à concurrence de (par sinistre et par année d'assurance) :

3.000.000 € y compris pour les **frais de défense civile et/ou pénale**,

Dont :

- Atteinte à la réputation du dirigeant / Frais de reconstitution de l'image : 60.000 €
- Assistance psychologique : 100.000 €

Aucune franchise n'est prévue en cas de sinistre.

NOTE D'ANALYSE SYNTHETIQUE DES SINISTRES SURVENUS AU COURS DE LA PERIODE DU 01/01/2021 AU 31/03/2025

PERIODE DU 01/01/2021 AU 31/12/2024 :

Assureur : MMA
Niveau de franchise : 5 000 €

PERIODE DU 01/01/2025 A CE JOUR:

Assureur : ALLIANZ
Niveau de franchise : 5 000 €

ACTIVITES PORTUAIRES PORTS DE LILLE :

Assureur : HELVETIA et GROUPAMA PJ
Niveau de franchise : 10 000 €

PERIODE DU 01/01/2021 AU 25/03/2025

ANNEE	MONTANT EVALUE	MONTANT REGLE	ÉTAT DU DOSSIER
CCIR HAUTS DE FRANCE			
2021	<ul style="list-style-type: none"> 1 sinistre à 1 300 € 1 sinistre à 1 300 € 1 sinistre à 200 754 €* 	Néant Néant Néant	Clos Clos Clos
2022	Aucun sinistre		
2023	Aucun sinistre		
2024	<ul style="list-style-type: none"> 1 sinistre à 1 903 € 1 sinistre à 2 000 € 	Réglé pour 1 903 € Néant	Clos En cours
2025	• Aucun sinistre		

***CIRCONSTANCE DU SINISTRE** : Contentieux employeur-salarié, dossier clos suite à décision du tribunal de débouter le salarié de sa demande devant le tribunal.

CCIL GRAND LILLE			
PORTS DE LILLE			
2021	<ul style="list-style-type: none"> 1 sinistre à 1 300 € 1 sinistre à 1 400 € 1 sinistre à 16 500 € 1 sinistre à 170 000 €* 1 sinistre à 1 430 € 	Néant Réglé pour 748 € Réglé pour 4 157 € Réglé pour 19 501 € Néant	Clos Clos Clos En cours pour 170 K€ Clos
2022	<ul style="list-style-type: none"> 1 sinistre à 1 430 € 1 sinistre à 1 430 € 	Néant Néant	Clos Clos
2023	<ul style="list-style-type: none"> 1 sinistre à 0 € 1 sinistre à 8 364 €** 	Néant Réglé pour 8 364 €	Clos Clos
2024	<ul style="list-style-type: none"> 1 sinistre à 1 940 € 1 sinistre à 3 393 € 1 sinistre à 1 940 € 1 sinistre à 0 € 1 sinistre à 1 940 € 	Néant Réglé pour 1 789 € Néant Néant Néant	En cours En cours pour 1 789 € En cours Clos En cours
2025	• Aucun sinistre		

***CIRCONSTANCE DU SINISTRE** : Perte d'exploitation pour un client dans le cadre d'un contrat de prestation suite à un arrêt d'activité sur la plateforme de Santes en 2021

****CIRCONSTANCE DU SINISTRE** : Mise en cause d'un marinier suite à un endommagement d'une pale d'hélice.

<u>HORS</u> PORTS DE LILLE			
2021	• 1 sinistre à 1 300 €	Néant	Clos
2022	Aucun sinistre		
2023	Aucun sinistre		
2024	• 1 sinistre à 62 771 €* 	Réglé pour 935 €	En cours pour 62,7 K€
2025	• Aucun sinistre		

Contentieux en cours suite à une chute d'un cycliste sur une parcelle dont la propriété reste à déterminer entre plusieurs personnes publiques.

ANNEE	MONTANT EVALUE	MONTANT REGLE	ÉTAT DU DOSSIER
CCIL GRAND HAINAUT			
2021	Aucun sinistre		
2022	Aucun sinistre		
2023	Aucun sinistre		
2024	Aucun sinistre		
2025	Aucun sinistre		

CCIL ARTOIS			
2021	Aucun sinistre		
2022	1 sinistre à 0 €	Néant	Clos
2023	Aucun sinistre		
2024	Aucun sinistre		
2025	Aucun sinistre		

CCIL LITTORAL HAUTS DE FRANCE			
2021	<ul style="list-style-type: none"> 1 sinistre à 1 200 € 1 sinistre à 18 000 €* 1 sinistre à 2 100 € 	Néant Néant Réglé pour 2 040 €	Clos Clos Clos
2022	Aucun sinistre		
2023	1 sinistre à 1 619 €	Réglé pour 1 619 €	Clos
2024	1 sinistre à 113 504 €**	Néant	En cours
2025	Aucun sinistre		

***CIRCONSTANCE DU SINISTRE** : Les circonstances seront transmises ultérieurement.

****CIRCONSTANCE DU SINISTRE** : Les circonstances seront transmises ultérieurement.

CCIL AISNE			
2021	Aucun sinistre		
2022	Aucun sinistre		
2023	Aucun sinistre		
2024	Aucun sinistre		
2025	Aucun sinistre		

CCIL AMIENS PICARDIE			
2021	Aucun sinistre		
2022	Aucun sinistre		
2023	1 sinistre à 210 €	Réglé pour 206 €	
2024	Aucun sinistre		
2025	Aucun sinistre		

CCIL OISE			
2021	Aucun sinistre		
2022	Aucun sinistre		
2023	Aucun sinistre		
2024	Aucun sinistre		
2025	Aucun sinistre		